

Rencontre-débat Agir pour les droits des femmes, enjeux et mobilisations, 10 décembre 2018 à l'Assemblée nationale à Paris

Table ronde « Femmes d'avenir en Méditerranée, bilan et acquis d'un programme multi-partenarial »

Intervention d'Emilie Vidal, Coordinatrice du Programme Égalité des sexes à l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed)

Titre : « Mobilisations multi-acteurs pour l'égalité femmes-hommes et le suivi des politiques d'égalité : du niveau local à l'échelle euro-méditerranéenne »

Rôle et acquis de l'IEMed, membre fondateur de la Fondation des Femmes de l'Euro-Méditerranée - FFEM, dans le Programme « Femmes d'avenir en Méditerranée » du MEAE

- Développement et test d'une méthodologie innovante de travail en réseau multi-acteurs et création d'outils pour accompagner les acteurs de la société civile œuvrant en faveur de l'égalité. Un pilier de cette action a été la **mise en place de pôles locaux d'acteurs de l'égalité©**, dans 7 pays du sud de la Méditerranée (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Palestine). Le principe est d'accompagner diverses associations pour élaborer de manière participative un état des lieux sur un sujet en lien avec les droits des femmes, en s'associant à un centre de recherche ou une université, une autorité locale, un média et un acteur du secteur privé, sur un territoire précis, généralement hors des capitales. Ainsi, les pôles recueillent des données, identifier les principaux obstacles à l'émancipation des femmes et proposent des leviers de changement pour rendre les politiques d'égalité plus efficaces.
- Production de 21 **diagnostics à l'échelle locale** pour faire connaître différents enjeux : la **parité et l'accès aux responsabilités politiques**, les **violences contre les femmes**, la **prostitution**, **l'entrepreneuriat féminin**, **l'accès égal des filles et garçons à l'éducation**, **la protection de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques** selon une perspective de genre...
- Conception et mise en œuvre de **projets concrets** pour répondre aux obstacles identifiés lors du diagnostic : formation, sensibilisation, dialogue politique. Par exemple, un des pôles locaux au Liban a mobilisé le Ministère du travail, celui des affaires sociales, de l'éducation, les forces de sécurité et plusieurs municipalités pour avoir des statistiques sur les victimes de la traite et a demandé aux institutions une action plus coordonnée pour poursuivre les coupables.

Autre exemple : au Maroc, le pôle local a plaidé pour que la région de Marrakech-Safi se positionne clairement contre les mariages de mineures.
- Les diagnostics et tous les résultats des travaux de recherche et de plaidoyer issus de ces dynamiques multi-acteurs ont été valorisés grâce à la **plateforme en ligne** de la FFEM, www.euromedwomen.foundation, une interface pour mettre en commun les apprentissages accessible gratuitement.
- Un **centre documentaire** (1200 références concernant l'égalité dans la région euro-méd répertoriés et résumés en français, anglais, arabe à ce jour qui peuvent être filtrés par date, thème, année...) et des actions de recensement et de **dynamisation des acteurs de l'égalité** ont été menées grâce à des **bulletins d'informations**, des **sélections de ressources** et un **concours photos** pour déconstruire les stéréotypes de genre, car s'allier aux artistes, aux créatrices représente un potentiel important dans le combat pour l'égalité. Ces services de traduction, édition et communication des activités ont été fournis aux 470 membres du réseau des réseaux de la FFEM (dont 350 associations et 80 chercheur-e-s).

- Grâce à la plateforme, à de nombreuses actions de communication en ligne et dans des conférences internationales, **la visibilité des bonnes pratiques et des données recueillies grâce aux initiatives de recherche action a été renforcée et diffusée** dans les sphères de pouvoir et auprès des organisations clés au niveau euro-méditerranéen : UpM, UE...
- Des actions de réseautage au niveau euro-méditerranéen ont permis aux membres du réseau de la FFEM de s'inspirer d'autres pratiques. Dans ce cadre, par exemple, une spécialiste en leadership et prise de parole en public du Maroc a formé des candidates aux élections en Tunisie.
- En parallèle, **11 séminaires et des colloques de recherche** ont mobilisé des **chercheur-e-s juniors et seniors**. Ces doctorant-e-s en genre de plusieurs disciplines (sociologie, droit, économie, histoire, anthropologie, littérature...) et originaires de divers pays ont échangé entre eux/elles et bénéficié des conseils théoriques et méthodologiques de professeur-e-s éminent-e-s. Ils/elles se sont déplacé-e-s du nord au sud et du sud au nord pour apporter des éléments d'analyse sur des sujets d'actualité tels que la mondialisation au regard du genre, les masculinités, les femmes dans les villes en conflit, etc.
- Le constat est que **ce réseautage régional et que les outils (base de données en ligne gratuite et multilingue) mis à la disposition des entités qui défendent les valeurs de l'égalité sont utiles** car ils permettent d'optimiser les ressources et de fédérer une communauté d'acteurs capable d'influencer les politiques publiques.

*Ces 4 dernières années, 90 000 personnes (utilisateurs uniques) ont accédé à la plateforme de la FFEM.

*À plusieurs reprises, la page où a été publié l'appel à participations pour identifier les futures associations chefs de file des pôles locaux a enregistré 9000 visites.

Obstacles et stratégies pour favoriser l'exercice des droits des femmes dans le sud de la Méditerranée

- La participation des femmes à la vie publique et politique (conventionnelle ou par la « protestation »), est le sujet qui a été choisi de façon la plus récurrente par les organisations de la société civile avec qui nous avons tissé des partenariats dans le sud.
- Il est ressorti que **l'accès aux postes de décisions reste entravé par de nombreuses contraintes : précarité économique, conciliation de la vie familiale, crainte de violences, manque de confiance en soi, violence symbolique** (les attentes vis-à-vis des femmes qui accèdent à des postes à responsabilité sont plus fortes, elles doivent faire leurs preuves et n'ont pas le droit à l'erreur)...
- Malgré les transitions, suite aux révolutions de 2011 auxquelles les femmes ont participé très activement pour réclamer plus de droits et de libertés individuelles, **la situation politique et sécuritaire a relégué les questions d'égalité entre les sexes et les revendications des organisations de femmes au second plan.**
- En dépit de nombreux progrès accomplis au niveau des lois ces 5 dernières années, **les acquis restent fragiles et la voix de la société civile a souvent du mal à se faire entendre dans les espaces de décisions**, c'est pourquoi il est essentiel de poursuivre le soutien aux organisations de la société civile et de faire émerger de nouveaux partenariats au niveau euro-méd.
- Convaincre les organismes de recherche d'unir leurs efforts à ceux des associations et des pouvoirs publics exige du temps, surtout que la concertation et les synergies ne vont pas de soi, il y a une méfiance réciproque liée à l'Histoire, aux dictatures. En outre, dans plusieurs pays, la situation pour la société civile se détériore et de nombreuses militantes reçoivent des

menaces. Il devient de plus en plus délicat de mener à bien des projets de coopération car les gouvernements contrôlent les entités qui défendent les droits humains.

- D'énormes besoins en matière de renforcement de capacités, surtout pour les associations émergentes, subsistent (gestion de projets, documentation et communication, évaluation, capacité de négociation et dialogue politique) mais le jeu en vaut la chandelle. L'application de modèles systématisés (répertoire d'acteurs, bibliographie, etc.), nous a permis de récolter des **données qui sont complémentaires des rapports nationaux de façon rigoureuse.**
- **Le changement intervient d'abord au niveau individuel** (plusieurs femmes ont adhéré à des syndicats et des partis politiques suite au projet) et il est **visible au niveau local** (en plaçant les associations au cœur d'une approche multipartenariale celles-ci ont acquis une meilleure visibilité et crédibilité ; leur nombre d'adhérent-e-s a augmenté ; elles sont devenues des références pour les autorités ; elles sont consultées sur les politiques de développement local ; elles ont désormais leur place dans l'espace public). Le changement sur le plan personnel est indissociable du changement sur le plan professionnel.
- Il y a **encore peu d'expériences qui mettent la recherche au service des associations de terrain** et qui analysent l'efficacité des politiques étatiques au niveau local, alors que cela est essentiel pour l'appropriation des politiques visant à améliorer la situation des femmes. De leur côté, les institutions académiques apprécient l'expérience et la vision des associations, qui les conduit à améliorer leurs performances.
- **Réfléchir et débattre des législations, mesures et programmes en incluant** les personnes chargées de les faire appliquer (avocat-e-s, juges, élus locaux, professionnel-le-s de la santé, police...) est crucial car les lois sur les violences, sur les quotas, sur la décentralisation, etc. restent mal connues et souvent il n'y a pas de mécanismes ni de ressources financières et humaines pour leur mise en œuvre.
- Renforcer les **dynamiques multi-acteurs (société civile, pouvoirs publics, monde académique, médias et secteur privé)**, dans le sud de la Méditerranée, en Europe et dans le monde aboutit, à long terme, à la mise en œuvre de campagnes et actions plus efficaces pour le changement social et l'égalité femmes-hommes. C'est un enjeu important pour contrecarrer les mouvements conservateurs et rétrogrades, les extrémismes religieux, les fascismes et l'extrême droite qui visent très clairement les droits des femmes, en particulier les droits à la santé sexuelle et reproductive, et sont très bien organisés.
- À partir de ces premières réalisations, la FFEM compte poursuivre ses efforts pour créer une vision commune, renforcer la capacité des entités engagées pour les droits des femmes à agir conjointement, à instaurer des alliances durables en vue de créer un effet domino, de relayer des messages clés auprès des responsables politiques et d'égaliser les statuts des femmes dans la région euro-méditerranéenne.